

## Sommaire

### **Nous sommes des champs de bataille — 7**

#### **I. Le continuum impérial — 23**

La forge impériale de la guerre policière — 27

Les premières machines  
de contre-insurrection — 41

La mécanique impériale de fascisation — 55

#### **II. La contre-révolution globale — 75**

La guerre contre-révolutionnaire — 79

L'internationale antisubversive — 95

La contre-insurrection néolibérale  
et la globalisation sécuritaire — 119

#### **III. L'âge sécuritaire de l'impérialisme — 147**

La guerre globale contre le terrorisme — 149

Gouverner par la guerre policière  
au centre — 177

#### **IV. La néofascisation sécuritaire — 197**

Régénérer l'ordre impérial  
et sous-traiter l'apartheid global — 199

Les engrenages sécuritaires  
de la néofascisation — 227

Gouverner la polycrise existentielle  
du capitalisme globalisé — 253

### **Nous sommes la source et l'horizon — 279**

Notes — 293

## **II. La contre-révolution globale**

*De la guerre antisubversive  
à l'ordre sécuritaire*

Robert McNamara prend la tête de la Ford Motor Company en novembre 1960, après avoir participé au développement des techniques de recherche opérationnelle dans la division Statistiques de l'US Army au cours de la Seconde Guerre mondiale. Considéré comme l'un des plus puissants dirigeants d'entreprise aux États-Unis, il est nommé cinq semaines plus tard secrétaire à la Défense et conduit la guerre au Vietnam. Armées et financées par les États-Unis, les troupes françaises engagées dans la lutte anti-subversive ont subi une défaite magistrale à Dien Bien Phu en 1954. La superpuissance états-unienne qui prend leur suite dans la région considère qu'il faut développer la contre-insurrection pour contenir « le communisme mondial ». Dans cet objectif, le gouvernement Kennedy décide de soutenir la montée en puissance, la formation et l'armement de forces militaires et policières dans le reste du monde et en particulier dans le « tiers-monde ». Au Vietnam,

## **La guerre globale contre les peuples**

McNamara cherche à rationaliser la guerre policière en employant des données statistiques sur l'internement des populations, le contrôle de l'activité de la résistance et les matériels militaro-sécuritaires disponibles. Il échafaude des calculs coûts-bénéfices à partir d'équations sur le tonnage des bombes et le nombre de morts « ennemies » pour déterminer un seuil « au-delà duquel les pertes vietnamiennes deviendraient insupportables<sup>132</sup> ». Trois millions de Vietnamiens meurent sous les assauts de la machine de guerre états-unienne.

Cela ne suffit pourtant pas à empêcher la guérilla d'attaquer continuellement les camps de regroupement. Ni les bombardements massifs ni le largage de millions de litres d'« agent orange », substance toxique issue de l'agro-industrie détruisant l'écosystème et les corps, ne réussissent à soumettre la résistance vietnamienne. L'armée états-unienne adapte alors un autre dispositif issu de la guerre antiterroriste menée par la France en Algérie : en 1967-1968, McNamara fait édifier une barrière de barbelés entre le nord et le sud du Vietnam, entourée de mines antipersonnel et dotée de capteurs sismiques et acoustiques. Celle-ci est censée pouvoir signaler toute activité suspecte à un centre de commandement situé en Thaïlande afin de guider des frappes aériennes avant que la résistance passe à l'action. Mais les Vietnamiens conçoivent très rapidement des moyens de déjouer cette « ligne McNamara ».

Reconnu pour son volontarisme, McNamara est nommé président de la Banque mondiale en 1968. Il s'entoure de conseillers venus du monde des affaires et de think tanks comme la Rand Corporation pour opérer le tournant néolibéral de l'industrie militaire états-unienne. Ce mouvement accompagne le développement de nouvelles technologies spéciali-

## **II. La contre-révolution globale**

sées pour le continuum de guerre et de contrôle : commandement par satellite, programmes de détection et de surveillance, systèmes de reconnaissance aériens et terrestres, armes suffocantes et mutilantes, véhicules blindés et matériels spécialisés pour les unités d'assaut. Comme un symbole, un grand nombre de capteurs utilisés pour la barrière séparant le Vietnam sont réemployés au début des années 1970 à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Au cœur de cette dynamique d'appropriation des savoir-faire coloniaux au service de la reconfiguration néolibérale, une internationale anti-subversive formée et conduite par les puissances occidentales engage alors une contre-révolution globale qu'elles nomment « sécurité ».

## La guerre contre-révolutionnaire

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, un « bloc transatlantique hiérarchisé » prend forme, selon l'expression de l'économiste Claude Serfati. Sous la direction des États-Unis, il s'engage dans une nouvelle campagne de guerre policière à l'échelle mondiale contre ce que les puissances occidentales appellent désormais la *subversion communiste internationale*<sup>133</sup>. Cette catégorie regroupe à la fois les États du bloc soviétique, les multiples formes de résistance populaire et les mouvements révolutionnaires émergeant dans les périphéries coloniales ou dans les métropoles impériales de l'autoproclamé « monde libre ». En 1949, avec la création de l'OTAN, le continuum impérial est pris en charge par une organisation militaire et diplomatique transatlantique aux mains des États-Unis.

En s'inspirant des unités britanniques Jedburgh, la CIA – créée en 1947 par la Loi de sécurité nationale – dirige immédiatement la mise en place de nouvelles structures de contre-insurrection dormantes dans la plupart des États européens<sup>134</sup>. Il s'agit d'organiser un réseau transnational de commandos clandestins, nommé *stay-behind*, chargé d'« établir des mouvements de résistance en Europe occidentale en cas d'extension du contrôle communiste ». En prévision, il assure aussi « l'entraînement d'agents et d'opérateurs radio, l'organisation de groupes et

## La guerre globale contre les peuples

toute autre forme de résistance<sup>135</sup> » en recrutant des éléments particulièrement brutaux, notamment dans les milieux anticommunistes et dans la pègre. À l'intérieur de chaque pays, ces structures sont adaptées aux configurations de dominations locales. En France, elles sont arrimées à un « vaste réseau de cellules dormantes » organisé par les services extérieurs de contre-espionnage militaire du SDECE à partir de 1947 « avec des clandestins équipés d'émetteurs radio, d'armes légères et d'explosifs qui pourront être mobilisés pour former une résistance clandestine en cas d'invasion du pays<sup>136</sup> ». Au Royaume-Uni, en 1952, Fitzroy Maclean, un ancien du service des Opérations spéciales britannique, fait parvenir à Churchill une étude nommée « Irregular Warfare » qui recommande d'organiser des « mouvements de résistance locaux en territoire occupé » et d'établir « des contacts, des dépôts et une organisation *stay-behind* en général »<sup>137</sup>. Les archives manquent pour attester l'existence d'une coordination centralisée des réseaux *stay-behind*, mais les sources disponibles montrent qu'une collaboration transnationale dans le domaine de la guerre policière est déjà à l'œuvre à l'intérieur du bloc occidental au début des années 1950. Dans des dimensions différentes, des réseaux de ce type ont été identifiés en Grèce, en Allemagne de l'Ouest, en Autriche, en France, au Royaume-Uni, en Norvège, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, en Finlande, au Luxembourg, au Danemark, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Suisse et jusqu'en Turquie. C'est dans cette forge contre-révolutionnaire que sont assemblées les mécaniques de propulsion de l'ordre sécuritaire contemporain.

## II. La contre-révolution globale

### *La doctrine française, une machine « totale » à prétention « globale »*

Au cours de ses guerres coloniales au Maroc, en Indochine et en Algérie, l'armée française conçoit et met en œuvre une doctrine de contre-insurrection qui puise dans la mécanique impériale tout en programmant la contre-révolution anticomuniste. La diffusion mondiale de cette doctrine montre comment la reconfiguration néolibérale et sécuritaire du capitalisme s'est saisie d'une machine de terreur d'État fondée sur un programme de société militaro-policière pour reproduire la hiérarchie internationale.

Dès la Libération, l'état-major de l'armée française promeut officiellement une nouvelle stratégie dite de « défense globale », opérant une « double révolution » inspirée de théoriciens du III<sup>e</sup> Reich dont les idées sont adaptées au contexte de la guerre froide<sup>138</sup>. Parmi ses principaux artisans, les généraux André Beauffre et Jean de Lattre de Tassigny ont fait leurs armes dans les guerres coloniales. Comme une grande partie des militaires français qui finissent par rejoindre les réseaux de la « France libre », ils ont d'abord collaboré avec le nazisme durant l'Occupation. Au début des années 1950, ils brandissent la « menace totale » portée par le « communisme » et prescrivent pour y faire face de militariser de manière permanente l'ensemble de la société<sup>139</sup>. Ils font explicitement référence au maréchal Erich Ludendorff et à la stratégie d'action psychologique du ministre de la Propagande du III<sup>e</sup> Reich Joseph Goebbels<sup>140</sup>. « Par guerre totale on entend, depuis que Ludendorff a consacré l'expression, la guerre menée dans tous les domaines, politique, économique et militaire », explique le général de Lattre dans une conférence de 1946 au Centre de forma-

## **La guerre globale contre les peuples**

tion des officiers d'état-major. « Cette notion élargit le champ de l'effort de guerre jusqu'à lui faire recouvrir la totalité de la vie nationale »<sup>141</sup>, insiste-t-il. Selon cette vision du monde, les colonisé-es et les mouvements ouvriers en métropole sont gangrénés par un même virus subversif inoculé par l'Union soviétique, qu'il faudrait traiter par une forme de médecine préventive et radicale. C'est sous ce prisme que l'armée française analyse alors la situation au Vietnam et en Corée, ainsi que la révolution chinoise en 1949 et les résistances anticoloniales qui s'organisent dans toute l'Afrique.

C'est également à travers cette grille de lecture que l'État français mène des campagnes de répression militaro-policière et anéantit dans le sang – en bombardant la population civile – les mobilisations pour l'indépendance à Sétif, Guelma et Kheratta en Algérie, en mai 1945. À la fin du même mois, il bombarde aussi Damas et détruit en partie la capitale syrienne sous occupation française pour briser la résistance anticoloniale. Le régime français écrase ensuite les soulèvements populaires à Madagascar en 1947 et les grandes grèves ouvrières de 1947-1948 en métropole. Face à un mouvement ouvrier offensif, à des franges communistes formées à la lutte armée durant la Résistance et à la montée en puissance des luttes anticolonialistes, la production du contrôle devient de plus en plus coûteuse et sa légitimation de plus en plus épineuse.

En Indochine, des forces spéciales formées durant la Seconde Guerre mondiale (Jedburgh et SAS) ont constitué les premiers maquis contre-subversifs chargés de rétablir la domination française contre l'invasion japonaise. Ils ont continué à combattre l'influence des communistes chinois et malgré leur inefficacité, leurs techniques sont reprises contre le Viêt-minh, l'organisation communiste indépen-

## II. La contre-révolution globale

tiste vietnamienne. Encouragés par l'État français, ces officiers coloniaux, anticommunistes forcés, sont relativement libres d'expérimenter les pires méthodes. L'un des plus célèbres, le colonel Charles Lacheroy, a été formé directement en Haute-Volta (Burkina Faso) puis dans l'armée coloniale en Syrie, où il a découvert les méthodes de Lawrence d'Arabie. Il a dirigé des troupes supplétives syro-libanaises contre des militants indépendantistes en Côte d'Ivoire en 1949 et a ensuite été envoyé au Maroc. Il débarque en Indochine en 1951, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny. Incapable de réduire les résistances anticoloniales, il affirme que le Viêt-minh contrôle les colonisés à travers un système d'encadrement quotidien de la vie sociale que l'officier nomme « hiérarchies parallèles » et qu'il faudrait selon lui retourner au profit de l'Empire français. Lacheroy recommande ainsi de développer des structures d'encadrement intime et permanent des « populations » pour étouffer la révolution avant même qu'elle ne puisse prendre forme. Le colonel élabore aussi une notion de « dictature populo-politico-militaire » dont il dénonce de nouveau l'emploi par l'ennemi pour mieux prôner sa mise en œuvre au service du « monde libre ». Cette extension de la guerre policière au gouvernement des classes populaires en prévention de toute forme de subversion distingue la « méthode française ». Dans la pensée de Lacheroy, « la population » et « la société » deviennent à la fois les cibles et les instruments de la contre-révolution.

L'autre père fondateur de cette doctrine, le colonel Roger Trinquier, dirige en Indochine un Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA). Il raconte que sa mission a été « calquée sur celle du service Action pendant la guerre 1939-1945 et consistait à fabriquer des maquis, à former des équipes de sabo-

## La guerre globale contre les peuples

tage et à créer des filières d'évasion<sup>142</sup> ». Il recrute alors des collaborateurs parmi les populations montagnardes et organise un financement occulte de forces spéciales reposant sur le trafic de l'opium. Ce lien entre narcotrafic, sous-traitance et contre-insurrection permet de financer une partie inavouable et coûteuse de la lutte antisubversive en assurant une forme d'autonomie aux unités commandos. Dès cette époque, Trinquier est repéré par des officiers états-uniens à Saigon. Ils l'invitent à visiter leurs centres d'entraînement en Corée et au Japon avant de l'enrôler pour former des commandos états-uniens au début des années 1950<sup>143</sup>. Tout comme lui, les officiers antisubversifs instrumentalisent un précepte maoïste selon lequel *la guérilla vit dans la population comme un poisson dans l'eau*. Ils filent la métaphore pour justifier l'emploi permanent et préventif de la guerre contre les peuples colonisés et les mouvements communistes. Pour saisir le *poisson subversif*, il faudrait combiner la propagande (empoisonner l'eau), des unités commandos (harponner le poisson), le quadrillage militaro-policiier du territoire (tendre des filets) ou encore déplacer et interner en masse la population civile dans des camps pour la protéger (vider l'eau du bassin). L'articulation de ces dispositifs de guerre coloniale, d'action psychologique, de contre-guérilla et de contre-terrorisme forme un « corpus théorico-technique semi-officiel aux contours flous<sup>144</sup> » bientôt connu comme « doctrine de la guerre [contre-révolutionnaire (DGR) ».

Lorsque l'insurrection armée éclate en Algérie en novembre 1954, l'état-major militaire français élève en quelques mois la DGR au rang de doctrine d'État. Il la diffuse dans les bureaux, les centres de formation et sur le terrain. Elle est mise en œuvre dans les montagnes et les plaines, puis en ville, en

## II. La contre-révolution globale

suivant un schéma dit des « 5 phases du pourrissement révolutionnaire ». Formulée pour la première fois par Lacheroy, cette fiction mobilise la métaphore du cancer pour représenter un processus de subversion qui aboutirait automatiquement à la nécrose du corps national à moins de réagir radicalement dès les premiers signes de contamination. Tout commencerait par une « période de calme » durant laquelle l'ennemi gangrènerait secrètement la nation, puis viendrait une « phase de terrorisme » durant laquelle il prendrait le contrôle de « la population » et qui serait nécessairement suivie d'une « phase de guérilla » déterminant alors la mise en place d'une « Organisation politico-administrative » clandestine et finalement la constitution de troupes régulières visant à renverser l'État. S'il s'appuie sur des éléments figurant réellement dans la stratégie des communistes révolutionnaires de l'époque, le procédé consiste surtout à justifier l'emploi des moyens les plus féroces en temps de paix et contre toutes formes d'opposition matérielles et symboliques. Cette dynamique qu'on peut appeler « préventive » consiste à mettre en œuvre des dispositifs de pouvoir en prévision d'une menace hypothétique et donc à renforcer, automatiser et accélérer les mécaniques militaro-policières. Nous verrons que cette dynamique, circulant dans l'ensemble du continuum impérial et structurant en profondeur la DGR, joue un rôle central tout au long de la globalisation sécuritaire.

Comme exigé par l'armée en prenant exemple sur l'expérience britannique au Kenya et en Malaisie, l'« état d'urgence » est promulgué dès 1955 pour engager la guerre policière contre les Algérien·nes juridiquement français·es. La justice civile est remplacée par des tribunaux militaires et des mesures d'exception sont appliquées aux seul·es colonisé·es :

## **La guerre globale contre les peuples**

couvre-feu, contrôles d'identité, assignations à résidence, perquisitions. À partir de septembre 1955, des sections administratives spécialisées sont mises en place dans les campagnes puis dans les villes pour constituer des « hiérarchies parallèles ». Des officiers sont chargés d'établir des contacts étroits avec les populations musulmanes et de mettre en œuvre des actions sociales, éducatives, sanitaires ou de « développement » afin de les « moderniser » en les séparant du mouvement indépendantiste, tout en dissimulant une activité de renseignement.

Pour écraser la guérilla dans les montagnes et les plaines, l'armée française évacue et rase des milliers de villages. Plus de trois millions et demi d'Algérien·nes sont incarcéré·es, soit presque 40 % des colonisé·es<sup>145</sup>. Des milliers de familles sont arrachées à leurs terres et internées dans des « camps de regroupement » encadrés par l'armée, où règnent une misère générale et une grande mortalité infantile. Parallèlement, des « camps d'internement » enferment principalement les hommes arrêtés lors d'opérations militaro-policières. Ce système se prolonge en métropole à travers l'enfermement des Algérien·nes dans différents « centres d'hébergement » gérés par l'administration civile<sup>146</sup>. Dans les régions algériennes vidées de leurs habitant·es, l'armée française bombarde massivement, notamment au napalm, et emploie des gaz pour asphyxier les groupes cachés dans la montagne au cours de ce qu'on appelle alors la « guerre des grottes ». En 1956-1957, pour étouffer les maquis, les frontières avec le Maroc et la Tunisie sont renforcées par des barrages minés et électrifiés, des barbelés et des tours de garde. La « ligne Pedron » à l'ouest et la « ligne Morice » à l'est fournissent le terrain d'expérimentation de nouveaux types de mines plus difficiles à détecter et à relever, de radars et de

## II. La contre-révolution globale

détecteurs de mouvement qui alimentent le marché naissant de la clôture contre-insurrectionnelle.

*Le modèle de la « bataille d'Alger » et « l'arme psychologique » au service du « monde libre »*

Alors que des jonctions entre résistances urbaines et rurales menacent réellement le pouvoir colonial en Algérie, le gouvernement et le commandement militaire français décident de déployer la contre-insurrection dans les grandes villes. L'armée reçoit les pouvoirs de police et un partisan forcené de la DGR, le général Raoul Salan, est nommé commandant en chef de l'armée en Algérie. Il engage la 10<sup>e</sup> division parachutiste du général Jacques Massu dans Alger en 1957. Ce dernier a déjà une longue expérience de la guerre contre les peuples. En 1946, il a repris Hanoï au Viêt-minh au terme d'une intervention sanguinaire. En 1947, il a écrasé les grèves des bassins miniers dans le nord de la France avant d'être envoyé au Niger puis en Tunisie. Le 7 janvier 1957, il reçoit le commandement de l'armée, de la police, de la gendarmerie et de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Il entre dans Alger avec 8 000 soldats et proclame la loi martiale. C'est le début de la « bataille d'Alger ». Nommée ainsi par les Français comme si elle avait opposé deux armées, il s'agit en réalité d'engager des troupes impériales contre un prolétariat colonisé. Le général Massu déploie six régiments entiers, des hélicoptères quadrillent le ciel au-dessus de la Casbah et larguent des tracts de propagande appelant au retour à l'ordre. Trois mille parachutistes prennent le contrôle permanent d'Alger pour débusquer des militants du FLN et soumettre les Algérien-nes par la terreur. Massu a pour adjoint le colonel Trinquier, qui dirige le Dispositif de protection urbaine (DPU) :

## **La guerre globale contre les peuples**

un vaste réseau de surveillance et de renseignement fondé sur la numérotation de chaque habitation, le recensement, le fichage et l'imposition d'une carte d'identité à chaque habitant-e.

C'est un véritable apartheid militaro-policiier. Les rues sont hérissées de barbelés, de barrages et de postes de contrôle. Des rafles géantes sont organisées par des milliers de soldats et de policiers. Des « auxiliaires » algériens souvent recrutés de force sont employés pour dénoncer les indépendantistes, diffuser la peur et la suspicion. Les tribunaux civils et militaires prononcent des condamnations à mort qui sont exécutées immédiatement par guillotine. Avec l'infiltration et le quadrillage, la torture constitue le troisième élément clef. Elle est pratiquée de manière systématique sur les suspects arrêtés par des officiers obéissant à des normes d'efficacité<sup>147</sup>. À cet effet sont développés les Détachements opérationnels de protection (DOP), des escadrons de la mort spécialement formés pour la lutte anti-subversive. En parallèle, le viol est employé comme une technique de guerre et constitue la « torture de prédilection infligée aux femmes<sup>148</sup> », explique l'historienne Raphaëlle Branche.

Le DPU devient quasi immédiatement une vitrine de la « méthode française » à l'international. Tout au long de son déploiement, des officiers de nombreux pays (États-Unis, Royaume-Uni, Israël, Espagne, Portugal...) viennent échanger avec les militaires français à Paris ou directement en Algérie. En juillet 1957, un texte officiel, consacre la DGR comme une doctrine applicable à l'ensemble de la société et du « monde libre ». Rédigé notamment par le colonel Lacheroy, le TTA 117, ou « Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique », l'érige en opérateur décisif de la guerre froide : « elle permet de miner la détermination des adversaires, de sus-

## II. La contre-révolution globale

citer dans leurs rangs des complices ou des alliés, d'obtenir d'opinions publiques apeurées et trompées les abandons souhaités, de remporter enfin de véritables victoires ». Ce texte à valeur doctrinale décrit un monde occidental menacé de manière « permanente, universelle et totale ». « Permanente, parce que l'agression psychologique ne distingue pas entre temps de guerre et temps de paix, entre belligérants et non-belligérants. Universelle, parce que chaque puissance nationale ou internationale recrute des alliés chez ceux qu'elle combat, les frontières n'arrêtent plus les moyens modernes de diffusion. Totale, enfin, parce que la lutte est portée jusque dans les cœurs, les intelligences et les volontés<sup>149</sup>. » Sur le terrain, ce concept est mis en pratique par les 5<sup>es</sup> bureaux d'action psychologiques. Ces structures d'encadrement de la vie quotidienne des colonisés combinent notamment des Centres de tri des populations, des camps de regroupement de prisonniers et des équipes spécialisées<sup>150</sup>. Véritables pivots idéologiques et techniques de la DGR sous la direction de Charles Lacheroy, les 5<sup>e</sup> bureaux soutiennent les fractions de colons et de militaires les plus radicalisées qui décident de prendre le pouvoir en Algérie en mai 1958 pour renverser la IV<sup>e</sup> République. Ce putsch militaire finit par placer le général de Gaulle à la tête de l'État, à la fin du mois de mai, sans avoir à combattre en métropole. Le maniement du coup d'État militaire et le programme de militarisation totale de la société assureront le rayonnement international de la doctrine française.

L'emploi de la DGR en Algérie met en évidence un aspect important de la contre-insurrection : sa mise en œuvre concrète est déterminée par la collaboration et les concurrences entre différentes fractions. On observe deux polarisations principales. Des fractions dites « centrées sur l'ennemi » sou-

## La guerre globale contre les peuples

tiennent les dynamiques les plus féroces, la gestion militaire de la répression, voire de la société, et les possibilités d'accumulation maximale de profits pour les industriels. À l'autre bout du spectre, des fractions dites « centrées sur la population » croient à la nécessité de laisser un pouvoir civil diriger la contre-insurrection, et critiquent les effets contre-productifs d'usages illimités de la brutalisation, notamment de la torture, des massacres et des disparitions de masse – sans les remettre en cause en tant que tels. Ces dernières mettent aussi en garde contre le risque dictatorial et la militarisation excessive en insistant pour réguler la recherche maximale de profits portée par les industries. Notons que ce sont généralement ces franges qui appuient les logiques de déplacement et d'internement de masse en camps, pour « protéger la population » en l'isolant de « l'ennemi ». Ces différentes fractions mettent en scène leurs oppositions ou leur coopération en fonction de stratégies politiques, économiques et militaro-policières. Mais elles collaborent la plupart du temps. Les rapports de force entre ces deux pôles et le dosage entre *terrorisation* et *action psychologique* peuvent nous permettre de distinguer un régime contre-insurrectionnel d'un autre.

L'industrialisation du « combat antisubversif » en Algérie montre aussi que la guerre policière évolue comme un faisceau de marchés économiques. Il s'agit de minimiser les dépenses tout en saisissant la contre-révolution coloniale comme un laboratoire pour innover et relancer l'accumulation du capital. « Au prix de 10 morts chaque jour et de 2 % du produit intérieur brut par an<sup>151</sup> », la contre-révolution en Algérie est notamment le lieu de transferts interimpérialistes d'armements. L'armée française reçoit en particulier du matériel sophistiqué des États-Unis comme les hélicoptères « bananes », les avions B-29,

## II. La contre-révolution globale

les bombes cinq quinquaux, des mitraillettes Thompson, des fusils Garant, des fusils-mitrailleurs BAR3, des mitrailleuses 30 US et des jumelles à infrarouges pour la surveillance de nuit. L'industrie française en profite aussi pour expérimenter une nouvelle génération d'armes d'infanterie (fusil semi-automatique MAS 49-56, fusil-mitrailleur AA52, pistolet-mitrailleur MAT 49, lance-roquettes 73 mm, etc.). Stimulée par l'intense activité de formation internationale à la contre-insurrection, une véritable économie politique de la guerre policière monte en puissance au cœur de la lutte antisubversive. On l'observe en particulier à travers l'évolution du marché de l'hélicoptère. Conçu par des industriels nazis et récupéré par l'industrie française, l'aéronef à voilure tournante est d'abord réadapté par les militaires français en Algérie pour le transport de troupes et de blessés. Augmenté de mitrailleuses pour mener la contre-guérilla dans les maquis puis employé en ville pour des opérations de surveillance, de propagande et des actions militaro-policières, l'hélicoptère devient un dispositif de contre-insurrection privilégié. Dès 1956, le Traité toutes armes (TTA) 123 intègre dans la doctrine « l'utilisation généralisée de l'hélicoptère, seul moyen de transport intégralement tous terrains ». Progressivement spécialisé pour la guerre antisubversive, l'hélicoptère est ensuite exporté en direction des armées, des polices et des unités spéciales du monde entier. Si elles collaborent en Algérie pour expérimenter leurs appareils, l'industrie française (Sud-Aviation) et les industries états-uniennes se font bientôt concurrence sur le marché international.

Fasciné par la dynamique de militarisation prétendument *totale* promue par la DGR, un bloc constitué par l'extrême droite coloniale et des pans entiers de l'armée, de la police, des services secrets et de l'ad-

## **La guerre globale contre les peuples**

ministration jusqu'aux plus hauts sommets de l'État s'engage dans un projet de renversement du pouvoir gaulliste pour imposer « l'Algérie française » sous la forme d'un apartheid racial. En décembre 1960, il doit faire face à un large soulèvement auto-organisé des classes populaires algériennes, qui déborde la contre-insurrection et met en échec l'ordre colonial<sup>152</sup>. L'Organisation armée secrète (OAS), créée en mars 1961 sur le modèle exact d'une « organisation subversive » telle que théorisée par la DGR, déclenche alors des campagnes de terreur à travers l'Algérie et jusqu'en métropole. La fraction gaulliste à la tête de l'État parvient à soumettre les chefs militaires séditieux. Cette séquence montre au monde entier qu'un usage « total » de la contre-insurrection suppose d'apprendre à maîtriser les processus de militarisation de la société et de fascisation des forces.

Alors qu'elle met en scène l'abandon officiel de la DGR, la France recycle secrètement la doctrine antsubversive dans son pré carré néocolonial africain. Au même moment, en octobre 1961, la réverbération de la DGR en métropole participe à un massacre d'État fondateur de l'ère néocoloniale. Depuis le milieu des années 1950, les exercices opérationnels de « Défense intérieure du territoire » proposent aux « cadres de la nation » de réfléchir aux méthodes à mettre en œuvre en cas d'attaque soviétique sur le territoire national. À cette fin, les participants reçoivent des cartes du « vote communiste » et de la « présence des Français de souche nord-africaine » pour définir les régions où déployer des forces militaro-policières et ouvrir des « camps d'internement ». Ils apprennent notamment à considérer des « manifestations de masse nord-africaines » comme les prémices d'une attaque soviétique à traiter immédiatement par les

## II. La contre-révolution globale

moyens les plus durs. Le préfet de police de Paris Maurice Papon intervient plusieurs fois en 1959 et 1961 à l'École militaire de Paris pour justifier cette grille de lecture. Après avoir dirigé la déportation des Juif·ves de Bordeaux, il a administré la DGR en Algérie et a déjà redéployé le modèle antisubversif dans Paris<sup>153</sup>. Il y a mis en place des structures d'encadrement quotidien des travailleurs algériens sur le modèle colonial et transféré des commandos policiers et des forces de police auxiliaires (harkis), avec leurs pratiques de tortures et de disparitions. En septembre 1961, pour tenter d'affaiblir le FLN, Papon décrète un couvre-feu raciste dans Paris, ciblant les « Nord-Africains ». Le 17 octobre, des milliers d'Algérien·nes défilent sans armes dans Paris pour dénoncer le décret et exiger l'indépendance. Le préfet déclenche alors une opération antisubversive adaptée à la situation métropolitaine ; des milliers de manifestants sont arrêtés, internés, passés à tabac et des dizaines sont assassinés. Cet usage de la guerre policière au cœur de Paris ne relève ni d'un accident ni de la dérive d'un homme ou d'une administration. C'est l'application d'une technologie de pouvoir normalisée par la mécanique impériale et validée par l'État. Reconnu pour ce savoir-faire, Maurice Papon est maintenu à son poste jusqu'à la fin de sa carrière ainsi que l'ensemble des policiers et des cadres politiques responsables de ce massacre d'État<sup>154</sup>.

Cette même année 1961, le colonel Roger Trinquier publie un ouvrage de synthèse sur la guerre contre-révolutionnaire, intitulé *La guerre moderne*, où il envisage l'usage de la DGR en métropole en prévention d'une insurrection communiste. Il y développe aussi une théorie générale sur la « défense du territoire » applicable à l'ensemble du « monde libre ». L'ouvrage préconise notamment un décou-

## **La guerre globale contre les peuples**

page des zones urbaines en secteurs et îlots afin d'assurer un contrôle très strict de « la population », des détachements militaires mobiles, des unités de « renseignement » ainsi que des structures d'action psychologique et sociale faisant intervenir les forces armées dans la vie quotidienne des peuples du monde entier. Il conclut que si « notre armée refusait d'employer toutes les armes de la guerre moderne, elle ne pourrait plus remplir sa mission. Nous ne serions plus défendus : l'indépendance de notre pays, la civilisation qui nous est chère, notre liberté auraient probablement vécu<sup>155</sup> ». Les droits de traduction sont immédiatement cédés à des éditions israélienne et portugaise, puis mexicaine et italienne. Le livre est publié en anglais en 1964 et en espagnol en 1965. Comme l'a noté la chercheuse Laleh Khalili, après la Malaisie et la Palestine, la contre-révolution en Algérie devient un « nœud central dans le développement et la transmission d'un savoir contre-insurrectionnel global au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>156</sup> ».